



le jour d'après a commencé !

n°5 - 22 mai 2020

LA DÉMOCRATIE, DE QUOI PARLEZ-VOUS ?

Ce n'est pas nouveau que les gouvernements successifs s'en prennent aux libertés publiques et à la vie démocratique. La répression contre les Gilets Jaunes, les migrant-es et nombre de syndicalistes en témoigne. Mais en exploitant la situation créée par la pandémie, le pouvoir ne s'inscrit pas dans une simple continuité, il tente de franchir un seuil. Si les formes les plus brutales de la répression sont bien visibles, des formes plus insidieuses sont installées par le pouvoir.

L'omniprésence de Macron accoutume au caractère personnel et autoritaire du sommet de l'État. Le Sénat vote contre les conditions du déconfinement du gouvernement ? C'est comme s'il ne s'était rien passé. Le

Parlement accepte d'être ouvertement déconsidéré. Les tenant-es du pouvoir ne respectent même plus leurs propres institutions. Cette omniprésence vise à accroître le sentiment de dépendance à l'égard des structures étatiques alors même que l'initiative populaire montre sa supériorité sur les réponses « d'en haut ». Au-delà de chaque mesure, l'ensemble dessine une cohérence. « Le mode de vie » de chacun-e intègre ces mesures et les représentations qui les accompagnent pénètrent notre inconscient.

La reprise du travail est conditionnée par un contrôle policier et administratif. Ce contrôle de notre quotidien n'a pas été contesté.

Les ordonnances donnent aux Préfets un pouvoir jusque-là inégalé dans de nombreux domaines : les Maires ne devenant que des courroies de transmission de l'État. L'information, plus que jamais propagande, réduit le peuple à l'icône des soignant-es dont on loue d'autant plus l'héroïsme qu'il se déroule dans la pénurie organisée par ceux-là mêmes qui vantent ce dévouement. Heureusement des médecins alertent sur l'instrumentalisation de la Sécu et refusent d'être embrigadé-es avec ce mouvement « soigner mais pas fiché ». Sans cette résistance la médecine risque de devenir un instrument de contrôle supplémentaire.

On assiste à un remodelage de la société. Le code du travail est à nouveau sapé : sur ce qui se passe à Sandouville, un cap est franchi en matière d'atteinte à la liberté syndicale et d'indépendance de la justice (voir l'encart "La CGT plante la

À SOUTENIR CÔTES D'ARMOR : LA COOPÉRATIVE CONTRE LE MILLIARDAIRE !

Alors que l'homme d'affaires Abdallah Chatila, issu des milieux chrétiens libanais et soutenu par le député Les Républicains Marc Le Fur, se pose en « sauveur » pour un redémarrage de l'usine de production de masques sanitaires à Plaintel, Sud industrie lance un appel à la création d'une coopérative, en soutien à la lutte des salarié-es et de l'intersyndicale Solidaires-CGT-FSU:

<https://ussi.fr/wp-content/uploads/2020/05/USSI-2020-SCIC-Plaintel.pdf>

ensemble!

mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire

contact : ensemble-lejourdapres@mailo.com



Une initiative des collectifs d'Ensemble! de l'Ain, des Alpes Maritimes, du Calvados, des Côtes d'Armor, du Doubs, des Hautes Alpes, de Saône et Loire et de militant-es des Bouches-du-Rhône, de Côte d'Or, du Finistère, du Gard, de l'Hérault, d'Ille-et-Vilaine, du Nord, de Paris 5-13, de Paris 11, de Paris 20, du Rhône, de Seine Saint Denis, du Var et de l'Yonne. Si vous voulez participer à l'élaboration de la Lettre, n'hésitez pas à nous contacter : ensemble-lejourdapres@mailo.com

reprise ?"); le refus des 35h n'est pas nouveau mais ce qui l'est, est que ce soit assumé, légitimé ; le Parlement parle de faire travailler jusqu'à 60 heures ; une menace pèse sur des jours de congés payés. On encourage le télétravail qui peut favoriser un processus de désocialisation. Certaines usines organisaient déjà les rotations des pauses devant la machine à café de façon que les personnes qui se connaissent ne puissent pas s'y retrouver. Les autres salarié-es deviennent des « dangers » potentiels et non des allié-es dans la lutte pour des conditions de travail humain et sans danger ! L'individualisme et le sentiment d'impuissance seraient renforcés.

Tout cela fini par imposer une perte d'estime de soi. Rarement l'idée selon laquelle « on est peu de chose » n'aura été autant mise en scène. En Haute Garonne, « la commission départementale de cohésion sociale » a répondu à la demande des travailleur-euses sociaux d'avoir des masques par l'envoi de torchons. L'idéologie du mépris des salarié-es va se nicher jusque dans l'inconscient de la commission. Déjà en janvier, nous avons droit à l'allongement de la vie comme charge pour l'économie. Cette déconsidération du vivant n'est pas seulement l'expression d'un mépris de classe, il est l'outil de domination, d'hégémonie : « laissez faire les élites qui savent » !

Ce n'est pas obligatoirement un signe de force. En août, une université du Medef évoquait le rejet du système et la défiance des médias par la majorité de la population. Le 11 Avril, Le Parisien publiait une note des services de renseignements, alertant sur les dangers d'explosion sociale dès le déconfinement engagé. En Espagne, aux USA, le rapprochement fait entre la perte de revenus due au

chômage technique et la distribution des dividendes aux actionnaires a conduit des dizaines de milliers de personnes à faire la grève des loyers ou des remboursements des crédits.

Le déconfinement recouvre une lutte sévère entre la volonté du pouvoir et de ses tenant-es de réduire les capacités de révolte et de lutte des citoyen-nes et nos capacités à faire valoir une autre organisation de la société. Nous sommes nombreux-ses à lutter pour les hôpitaux, pour des entreprises où la santé prévaut, pour une citoyenneté réelle et non déléguée.

AMPLIFIONS TOUTES NOS LUTTES !

LA CGT PLANTE LA REPRISE ?

Avec la décision du tribunal du Havre la CGT est la cible d'une polémique menée par Pécresse, Lemaire...et Berger. Mais c'est le juge qui est visé : les libéraux mettent en cause les juges qui font prévaloir les droits sur les intérêts économiques.

Renault a été condamné sur le fond. On ne peut séparer la forme et le fond : la forme permet un « avis éclairé » des élu-es pour la défense des salarié-es. Renault (conclusions des avocat-es) nie à la CGT le droit de saisir la justice. Renault veut régner en maître dans ses usines, exercer le droit du propriétaire d'user et d'abuser... et ne pas remplir ses obligations vis à vis des salarié-es au nom de « l'urgence économique ».

L'action en justice, au delà de la santé, affirme le droit d'intervention salariale sur l'organisation du travail .

Pecresse a raison c'est un jugement éminemment politique, soyons des millions à planter cette reprise capitaliste ! Une campagne unitaire sur « le travail n'est pas une marchandise » (OIT1944). la santé des salarié.es n'est pas à vendre s'impose ! Dans la suite de l'appel "Covid-19 : non à la mise en danger des travailleurs/euses, enseignants, enfants!" <http://chng.it/qLy42dHMQ9>

Ensemble! c'est quoi ?

Ensemble ! est un mouvement politique à l'échelle nationale. Notre objectif est de contribuer, avec d'autres, à refonder de nouvelles perspectives de transformation de la société : agir pour une alternative sociale, écologique, féministe, internationaliste, altermondialiste en rupture avec la logique capitaliste et productiviste, créer un outil pour l'auto-organisation et l'autogestion, l'unité populaire et l'émancipation.